

# CONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE CENTRAFRICAIN

Par PASSEMA ENDJIAGO



Plusieurs mois avant la chute du régime du renégat de ce général de la honte qu'on appelle François BOZIZE YANGOUVOUNDA, nous avons, le 13 août 2012, attiré l'attention sur la confiscation de la souveraineté du peuple centrafricain toujours soumis, brimé et réduit à l'esclavage sur son propre sol, sur la terre de ses ancêtres, par des hordes de créatures du mal qui sévissent impunément, semant la mort et la désolation sur leur passage avec la complicité des traîtres et des vampires qui se sont imposés à sa tête depuis plus d'un demi-siècle. Tout esprit averti ne pouvait ignorer que la situation présente était, en ce temps-là, inévitable.

A ce propos, nous écrivions ceci, le 13 août 2012 :

Il ya 52 ans, le 13 août 1960, acculée par les défaites militaires successives, (DIEN BIEN PHU, ALGERIE...), qui l'ont sérieusement secouée, la France, pour préserver ce qu'elle a toujours considéré comme étant son patrimoine naturel, a fait signer aux dirigeants **CENTRAFRICAINS** d'alors un document présenté comme un acte d'indépendance.

En 1897, fut crée par la France le Territoire de l'OUBANGUI – CHARI et d'octobre 1901 à janvier 1910, l'Afrique Equatoriale Française (AEF) fut instituée par toute une série de décrets. Notre pays, intégré à cette AEF, fut confié à des compagnies concessionnaires françaises qui se livrèrent à l'un des pillages les plus abominables. Les agents de ces compagnies concessionnaires, considérant que les centrafricains étaient des sous – hommes, exercèrent sur eux les pires exactions.

Saignées à blanc, nos populations, se sont révoltées à plusieurs reprises. Les colons profitaient de leurs avantages technologiques pour massacrer sauvagement nos parents lors de ces révoltes. La colonisation a été un véritable traumatisme pour le peuple centrafricain qui a subi le travail forcé, le portage, les déplacements inhumains de populations, la réquisition des hommes pour la construction du chemin de fer Congo – océan, les impôts et l'enrôlement pour

aller se faire massacrer lors des deux dernières Guerres Mondiales. Tout ceci ne peut que nous inspirer un sentiment révolte.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1958, un Etat post colonial baptisé République Centrafricaine avait, sur initiative de feu le Président BARTHELEMY BOGANDA, pris la place de l'ancienne colonie française de l'Oubangui Chari. Un an et huit mois après la proclamation de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE par BARTHELEMY BOGANDA (qui disparaît le 29 mars 1959), une ridicule mise en scène de signature de l'indépendance virtuelle est orchestrée le 13 août 1960.

Le personnel politique qui s'est installé à la tête de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE durant ces 52 années consécutives est d'une médiocrité tellement scandaleuse que les CENTRAFRICAINES et les CENTRAFRICAINS en sont parfois réduits à regretter les périodes antérieures.

Pendant 52 ans, celles et ceux qui ont la charge au niveau gouvernemental de conduire les CENTRAFRICAINES et les CENTRAFRICAINS vers la prospérité se sont attelés à détruire systématiquement tous les SERVICES PUBLICS de sécurité, de santé, d'éducation, des finances, de transport, de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire, de fourniture d'électricité et d'eau potable...

Les valets de la puissance coloniale qui ont pris le relais de leurs maîtres se comportent à l'égard des CENTRAFRICAINES et des CENTRAFRICAINS comme de véritables prédateurs et se montrent plus néfastes que les CHENILLES et LES CRIQUETS tant prisés des CENTRAFRICAINS. Ces laquais sans aucune notoriété n'éprouvent aucune honte à se promener à travers le monde en participant à des sommets internationaux auxquels la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE est conviée.

Des injustices aussi flagrantes ont fini par provoquer des réactions de colère et de désobéissance qui ont conduit certains de nos compatriotes à se livrer à des actes de banditisme du genre « coupeurs de route ». Aucun gouvernement, depuis des décennies, ne s'est donné la peine de se comporter en responsable pour apporter des solutions aux colères de nos concitoyens et chercher les voies et moyens susceptibles de rapporter la sécurité sur le sol centrafricain.

Au moment où certains parlent de 52<sup>ème</sup> anniversaire d'indépendance, notre pays, la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, est dans une situation géopolitique catastrophique car après une histoire coloniale particulièrement violente, suivie par une instabilité politique et militaire chronique due à des acteurs des plus médiocres, **les cadres centrafricains techniquement compétents et politiquement conscients étant toujours contraints de s'exiler**, notre MATRIE, LA CENTRAFRIQUE est en proie à des mouvements de bandits armés à la fois internes et externes.

Le peuple centrafricain vit une catastrophe économique et surtout humaine dont les responsables sont les différents gouvernements qui se sont arrogés le pouvoir supposé de lui garantir la sécurité, la salubrité, la tranquillité et le bien être. Dans toute la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE des hordes de bandits venus de nulle part sinon de l'UGANDA, du SOUDAN, du TCHAD etc.... sèment impunément la mort dans notre pays, enlèvent des enfants qui sont utilisés comme des objets sexuels, des porteurs, des traducteurs de notre langue nationale le SANGO.

A l'intérieur de notre pays, des femmes ne peuvent plus se rendre paisiblement dans les champs sans courir le risque de se faire enlever, violer si ce n'est pas frapper et réduites à l'esclavage.

Des braconniers soudanais déciment notre faune, abattant des troupeaux entiers d'éléphants dont les défenses sont écoulées sur les marchés d'ivoire de KARTOUM au SOUDAN, ce qui priverait des générations de CENTRAFRICAINS de la connaissance de ces animaux que nous avons toujours connus sur notre territoire.

Dans les zones minières, les CENTRAFRICAINS, réduits à l'esclavage, plongent dans les cours d'eau pour faire sortir les gravillons à tamiser pour y chercher l'or ou le diamant et souvent ils sont victimes de noyade ou d'éboulements en tout genre qui les enterrent vivants. Les butins sont emportés par les esclavagistes qui ont déjà sévi dans notre pays pendant des siècles, déportant nos parents en esclavage vers le MOYEN ORIENT, ce qui oblige le **CACDCA** à rappeler qu'avant la colonisation occidentale, l'esclavage a été un fléau omniprésent sur les plateaux centrafricains durant les XVIIème – XIXème siècles. Notre pays a, par la suite, été annexé par les expéditions arabes de BHR AL – GHAZAL.

Les forces de sécurité sont complètement déstructurées, démunies, découragées, désarmées et souvent tournées en dérision par les bandits armés qui sillonnent impunément notre territoire défiant la SOUVERAINETE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN qui est sans protection. Les CENTRAFRICAINS sont abandonnés à eux-mêmes, sans autorité centrale gouvernementale capable de leur assurer le minimum de garantie de droit à la libre circulation.

Ce qu'on nous présente abusivement comme étant la communauté internationale adopte une attitude criminelle à l'égard du peuple centrafricain et dresse un mur de silence sur la situation qu'endurent les CENTRAFRICAINS. La France envoie, en cachette, un avion emmener ses ressortissants travaillant à l'exploitation de l'uranium de BAKOUMA dont le site a été attaqué par la horde sauvage du dégénéré Ougandais Joseph KONY, abandonnant les employés centrafricains à leur pauvre sort. Les soldats centrafricains postés sur le site ayant pris la fuite lors de cette attaque faute de munitions pour s'opposer aux assaillants.

Les camps de réfugiés Angolais, Congolais, Rwandais, Soudanais etc. ...qui sont installés dans presque tout le pays auraient pu alerter cette communauté internationale si on accorde la moindre importance au sort d'êtres humains que cette communauté internationale considère comme représentant un intérêt quelconque pour elle. Les CENTRAFRICAINS se débrouillent seuls avec leurs réfugiés tandis que des milliers de nos compatriotes contraints de fuir leurs domiciles du fait des actes de guerre qui sévissent injustement dans notre pays sont parqués dans des camps de réfugiés dans les pays voisins.

Les CENTRAFRICAINS qui ont réussi à entrer en Europe vivent de véritables parcours du combattant pour obtenir des titres de séjour en supportant au passage des traitements inhumains qui ne sont pas loin de ceux que les colons administraient à nos parents chez nous dans notre propre pays pendant la période coloniale. Les Missions diplomatiques et consulaires centrafricaines à l'étranger où il n'y a pas de plénipotentiaires, n'ont pas la protection des ressortissants CENTRAFRICAINS dans leurs programmes de mission diplomatique puisqu'ils ne sont accrédités à l'étranger que pour les courses des différents chefs d'Etat. En plus pour le renouvellement des titres de séjour valables un (1) an, il faut se rendre à BANGUI quelque soit la partie du monde où l'on réside pour se faire établir un simple passeport.

Face à cette situation contre nature, le **COMITE D'ACTION POUR LA CONQUETE DE LA DEMOCRATIE EN CENTRAFRIQUE (CACDCA)** considère que les CENTRAFRICAINS N'ONT JAMAIS ETE LIBERES DE LA SERVITUDE et que pour y arriver, il leur faut d'abord conquérir la SOUVERAINETE NATIONALE car personne ne doit prétendre détenir la SOUVERAINETE qui appartient au peuple centrafricain.

Le **COMITE D'ACTION POUR LA CONQUETE DE LA DEMOCRATIE EN CENTRAFRIQUE (CACDCA)** estime que ce n'est que d'une manière entièrement démocratique que les CENTRAFRICAINES et les CENTRAFRICAINS arriveront à se procurer les moyens leur permettant d'assurer leur bien être, et que la démocratie n'est pas un don qui s'obtient par une quelconque grâce. Ce n'est que par l'engagement de tous les instants que le peuple centrafricain finira par réaliser son bonheur et garantir sa dignité et celle de ses descendances. La conquête démocratique n'est jamais définitive nulle part et pour la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE cet engagement pour la conquête de la démocratie est et sera permanent.

**Le 13 août 2012**

**Le Président du CACDCA**

# PASSEMA ENDJIAGO

[francois.passema@paris.fr](mailto:francois.passema@paris.fr) ----- [cacdca@hotmail.com](mailto:cacdca@hotmail.com)

**Mob. : 06 85 65 61 19 / 07 86 49 88 79**